

SECTION 2 : OPERATIONS SUR TITRES

1 – DEFINITION DES TITRES

2 – CLASSIFICATION DES TITRES

3 – DISPOSITIONS COMMUNES A L'ENSEMBLE DES TITRES

4 – DISPOSITIONS APPLICABLES AUX TITRES DE TRANSACTION

5 – DISPOSITIONS APPLICABLES AUX TITRES DE PLACEMENT

6 – DISPOSITIONS APPLICABLES AUX TITRES D'INVESTISSEMENT

**7 – DISPOSITIONS APPLICABLES AUX TITRES DE PARTICIPATION
ET EMPLOIS ASSIMILES**

**8 – DISPOSITIONS APPLICABLES AUX INTERVENTIONS A
L'EMISSION**

SECTION 2 : OPERATIONS SUR TITRES

Les établissements de crédit sont tenus de comptabiliser et d'évaluer les titres suivant les dispositions prévues par la présente section.

1 - DEFINITION DES TITRES

Sont considérés comme des titres, pour l'application des dispositions de la présente section, les valeurs indiquées ci-après telles que définies par la réglementation :

- les valeurs mobilières, les parts de fonds communs de placement, les droits d'attribution et de souscription et les parts de fonds de placements collectifs en titrisation ;
- les bons du Trésor ;
- les titres de créance négociables : certificats de dépôt, bons de sociétés de financement et billets de trésorerie ;
- les instruments du marché interbancaire émis par les établissements de crédit et négociés exclusivement sur le marché monétaire ;
- d'une manière générale, toutes les créances représentées par un titre négociable sur un marché, à l'exception des bons de caisse et instruments similaires ;
- les instruments, équivalents aux catégories de titres précités, et émis au Maroc ou à l'étranger.

2 - CLASSIFICATION DES TITRES

2.1 - CLASSIFICATION EN FONCTION DE LA NATURE JURIDIQUE

Les établissements de crédit sont tenus d'identifier dans leur système d'information les titres détenus selon la nature juridique de ces titres.

2.1.1 - TITRES DE CREANCE OU TITRES A REVENU FIXE

Sont considérés comme des titres de créance ceux qui confèrent, par catégorie, des droits identiques de créance générale sur le patrimoine de la personne morale qui les émet. Ces titres sont rémunérés à un taux d'intérêt fixe ou un taux d'intérêt variable. Dans ce dernier cas, la variabilité du taux est stipulée lors de l'émission et dépend d'un paramètre déterminé par référence aux taux pratiqués à certaines dates, ou durant certaines périodes, sur un marché donné.

Entrent, notamment, dans cette catégorie les titres indiqués ci-dessous :

- les titres représentatifs d'emprunts obligataires et les obligations échangeables contre des actions ;
- les bons du Trésor ;
- les titres de créance négociables ;
- les titres du marché interbancaire ;
- les autres titres de créance.

2.1.2 - TITRES DE PROPRIETE, TITRES A REVENU VARIABLE OU TITRES DE CAPITAUX PROPRES

Sont considérés comme des titres de propriété « toutes les catégories d'actions formant le capital d'une société ainsi que toutes autres valeurs émanant de ces actions sous une quelconque forme ou appellation et conférant un droit de propriété sur le patrimoine de la société ».

Sont, notamment, considérés comme des titres de propriété tel que définis par la réglementation, les titres indiqués ci-dessous :

- les actions des sociétés anonymes ;
- les parts sociales des sociétés à responsabilité limitée, les actions des sociétés en commandite par actions, les parts sociales des sociétés en nom collectif, les parts sociales des sociétés en commandite simple ;
- les parts et actions des OPCVM, même si leur actif est composé majoritairement de titres de créance ;
- les actions de priorité et les actions à dividende prioritaire sans droit de vote ;
- les actions à droit de vote double ;
- les certificats d'investissement représentant des droits pécuniaires et les droits de vote représentatifs des autres droits attachés aux actions, émises à l'occasion d'une augmentation de capital ou d'un fractionnement des actions existantes ;
- les actions de jouissance qui sont des actions entièrement amorties au moyen de bénéfices distribuables ;
- les bons de souscription d'actions.

Les parts des fonds de placements collectifs en titrisation sont considérées comme des titres de propriété même si elles génèrent des revenus fixes.

2.2 - CLASSIFICATION EN FONCTION DE L'INTENTION

Dès leur acquisition les titres doivent être classés dans l'une des catégories prévues par le plan de comptes, titres de transaction, titres de placement, titres d'investissement, titres de participation et emplois assimilés, en fonction du but que se propose d'atteindre l'établissement de crédit par cette acquisition.

3 - DISPOSITIONS COMMUNES A L'ENSEMBLE DES TITRES

3.1 - DATE D'ENREGISTREMENT COMPTABLE DES TITRES

Les établissements de crédit sont tenus de comptabiliser au bilan les acquisitions et les cessions de titres à la date du règlement ou de livraison.

Entre la date de négociation et la date de règlement ou de livraison, l'engagement d'achat ou de vente est inscrit en hors bilan dans les comptes appropriés prévus par le plan de comptes.

Les titres à recevoir, inscrits en hors bilan, sont évalués, à chaque arrêté comptable, conformément aux règles applicables à la catégorie dans laquelle il est prévu de les inscrire au bilan.

3.2 - ECHANGE DE TITRES

L'échange de titres s'analyse comme une cession suivie d'une acquisition. Lors de l'échange, les titres reçus sont enregistrés à l'actif à leur valeur actuelle (valeur de marché) et les titres donnés en échange sont sortis pour leur valeur comptable nette. La différence est portée en résultat. En cas de difficulté d'évaluation des titres reçus, la valeur actuelle est déterminée par la valeur de celui des deux lots dont l'estimation est la plus sûre.

3.3 - TITRES NON ENTIEREMENT LIBERES

Les titres non entièrement libérés sont enregistrés à l'actif pour leur prix total d'achat ou leur valeur globale de souscription, la partie non libérée est inscrite au compte approprié du passif.

3.4 - ACHAT DE SES PROPRES TITRES

1. L'achat de ses propres actions est traité comme suit :

- les titres acquis dans une optique de régularisation du cours sont classés dans la rubrique « Titres de transaction » si les conditions prévues par le paragraphe 4.21 sont réunies et sont évalués conformément aux dispositions du paragraphe 4.32 ;
- les autres titres sont classés dans la rubrique « Titres de placement » et évalués conformément aux règles applicables à cette catégorie de titres.

2. Le rachat de ses propres titres de créance doit être conforme aux textes législatifs et réglementaires en vigueur.

Les titres de créance, autres que les obligations, détenus dans une optique d'annulation sont classés dans la rubrique « Titres de placement ». Si le prix d'acquisition est supérieur au prix de remboursement, une provision est constituée. Si le prix d'acquisition est inférieur au prix de remboursement, le gain n'est comptabilisé que lors de l'annulation effective des titres.

Les obligations rachetées par l'émetteur ainsi que les obligations sorties au tirage au sort et remboursées sont annulées et ne peuvent être remises en circulation.

3.5 - REVENU DES TITRES

3.5.1 - PRODUIT DES TITRES A REVENU VARIABLE

Les dividendes sur les titres de propriété doivent être constatés en compte de résultat lorsque les droits de l'entité à les recevoir sont établis. Généralement, à la date de l'assemblée générale de l'entité émettrice des titres ayant décidé de l'affectation du résultat.

3.5.2 - PRODUIT DES TITRES A REVENU FIXE

Les intérêts ou coupons sont constatés dans le compte de résultat de la période ou de l'exercice approprié, à chaque arrêté comptable, *pro rata temporis* suivant le principe de comptabilisation des intérêts courus.

3.6 - TITRES LIBELLES EN DEVISES

Les titres libellés en devises sont enregistrés dans des comptes ouverts et libellés en devises. Ils sont évalués et comptabilisés conformément aux dispositions édictées dans la section 4 « Opérations en devises ».

3.7 - TRANSFERTS DE TITRES ENTRE PORTEFEUILLES

3.7.1 - TRANSFERTS INTERDITS

Le reclassement de titres en provenance ou à destination de la catégorie « Titres de transaction » est interdit.

3.7.2 - TRANSFERTS AUTORISES AVEC RESTRICTIONS

Le transfert ou la cession de titres classés dans la catégorie « Titres d'investissement », dont le montant est significatif par rapport au montant total du portefeuille de titres d'investissement, entraîne le reclassement de tous les titres précédemment classés dans cette catégorie vers la catégorie « Titres de placement ».

En outre, l'établissement de crédit n'est plus autorisé à maintenir et à classer, dans la catégorie « Titres d'investissement », les titres antérieurement acquis et ceux à acquérir, et ce pendant l'exercice en cours et les deux exercices suivants.

Toutefois, ne sont pas visés par cette restriction, les cessions et les transferts de titres d'investissement dans les cas suivants :

- Les cessions ou transferts tellement proches de l'échéance ou de la date de remboursement du titre que des variations des taux d'intérêt auraient un effet insignifiant sur la valeur du titre ;
- Les cessions ou transferts survenant après que l'établissement de crédit ait encaissé la quasi-totalité du montant en principal d'origine du titre dans le cadre de l'échéancier prévu ou du fait de paiements anticipés ;
- Les cessions ou transferts causés par un événement isolé, indépendant du contrôle de l'établissement de crédit, qui n'est pas appelé à se reproduire et que l'établissement n'aurait pu raisonnablement anticiper.

Dans les cas suivants, la cession avant l'échéance de titres d'investissement pourrait ne pas susciter le doute quant à l'intention de l'établissement de crédit de conserver ses autres titres d'investissement jusqu'à leur échéance :

- Une dégradation importante de la qualité du crédit de l'émetteur.
- Une modification de la réglementation fiscale supprimant ou réduisant de façon significative l'exonération fiscale dont bénéficient les intérêts sur les titres d'investissement. Toutefois, une modification de la réglementation fiscale révisant les taux d'impôt marginaux applicables aux produits financiers n'est pas à prendre en considération.
- Un regroupement d'entreprises majeur ou une sortie majeure, telle que la vente d'un secteur, nécessitant la vente ou le transfert de titres d'investissement pour maintenir la situation existante de l'établissement de crédit en matière de risque de taux d'intérêt ou sa politique de risque de crédit.
- Un changement des dispositions légales ou réglementaires modifiant de façon significative les critères d'éligibilité des titres à la catégorie « Titres d'investissement » ou le montant maximum de certains types de placement, amenant ainsi l'établissement de crédit à se séparer d'un titre d'investissement ;
- Un renforcement significatif des obligations en matière des exigences en fonds propres prudentiels qui amène l'établissement de crédit à se restructurer en vendant des titres d'investissement.
- Une augmentation significative de la pondération des risques des titres d'investissement utilisée dans le cadre de la réglementation prudentielle basée sur les capitaux propres.

Le reclassement d'un titre de la catégorie « Titres de placement » vers la catégorie « Titres d'investissement » est possible, en cas de changement d'intention ou de moyen, sauf pendant la période d'interdiction précitée.

3.7.3 - TRANSFERTS AUTORISES SANS RESTRICTIONS

Les titres de placement peuvent être transférés au portefeuille « Titres de participation et emplois assimilés » pour leur valeur comptable nette. Ils sont évalués suivant les méthodes propres à cette catégorie.

Les titres de participation et emplois assimilés peuvent être transférés parmi les titres de placement à leur valeur comptable nette. Ils sont évalués suivant les méthodes applicables à cette catégorie.

4 - DISPOSITIONS APPLICABLES AUX TITRES DE TRANSACTION

4.1 - DEFINITION

Sont considérés comme des titres de transaction, les titres qui à l'origine sont :

- acquis ou vendus avec l'intention de les revendre ou de les racheter à court terme dans le but d'en tirer un profit.
- détenus par l'établissement de crédit dans le cadre de son activité de mainteneur de marché, le classement en titres de transaction étant subordonné à la condition que le stock des titres fasse l'objet d'un volume d'opérations significatif compte tenu des opportunités du marché.
- acquis ou vendus dans le cadre d'une gestion spécialisée de portefeuille comprenant des instruments dérivés, des titres ou d'autres instruments gérés ensemble, et présentant des indications d'un profil récent de prise de bénéfices à court terme.
- l'objet d'un engagement de vente dans le cadre d'une opération d'arbitrage.

4.2 - CONDITIONS DE CLASSEMENT

Pour être classés dans la catégorie « Titres de transaction », les titres doivent satisfaire aux conditions suivantes :

- Etre négociables sur un marché actif. Constitue un marché actif, tout marché sur lequel les prix de marché des titres concernés remplissent les critères suivants :
 - o Les prix sont constamment accessibles aux tiers auprès d'une bourse de valeurs, de courtiers, de négociateurs, d'établissements mainteneurs de marché ou d'organismes équivalents ;
 - o Les prix de marché ainsi accessibles doivent être représentatifs de transactions réelles intervenant régulièrement sur le marché dans des conditions de concurrence normale.
- Faire l'objet d'opérations actives, fréquentes et réelles d'achats et de ventes de la part de l'établissement de crédit.

4.3 - METHODES DE COMPTABILISATION ET D'EVALUATION

4.3.1 - VALEUR D'ENTREE DANS LE PATRIMOINE

Les titres de transaction sont comptabilisés à leur prix d'acquisition, frais de transaction exclus et, le cas échéant, coupon couru inclus. Les frais de transaction sont directement constatés en résultat. Les titres cédés sont évalués suivant ces mêmes règles.

4.3.2 - EVALUATION AUX DATES D'ARRETES COMPTABLES

A chaque arrêté comptable, les titres sont évalués au prix de marché du jour le plus récent. Le solde global des différences, résultant des variations de prix de marché, est porté au compte de produits et charges.

En cas de vente à découvert, la dette représentative de cette vente est inscrite au passif, coupon inclus.

Si les caractéristiques du marché - sur lequel les titres de transaction ont été acquis - ont évolué de sorte que ce marché ne puisse plus être considéré comme un marché actif, l'établissement de crédit détermine la valeur des titres concernés en utilisant une méthode d'évaluation présentant les caractéristiques suivantes :

- Cette méthode d'évaluation doit faire référence à des transactions qui sont récentes et effectuées dans des conditions normales de concurrence, tout en ajustant le prix de marché, du jour de cotation le plus récent, pour tenir compte de la moindre activité du marché et des effets du temps sur la période séparant la date de la dernière cotation et la date d'arrêté comptable.
- Toutefois, s'il existe des méthodes d'évaluation couramment utilisées par les intervenants sur le marché pour évaluer les titres, et s'il a été démontré que ces méthodes d'évaluation produisent des estimations fiables des prix obtenus dans des transactions sur le marché réel, l'établissement de crédit peut utiliser ces méthodes d'évaluation.

5 - DISPOSITIONS APPLICABLES AUX TITRES DE PLACEMENT

5.1 -DEFINITION

Sont considérés comme des titres de placement, les titres à revenu fixe ou à revenu variable détenus dans une optique de placement pour une période indéterminée et que l'établissement peut être amené à céder à tout moment.

Par défaut, il s'agit de titres qui ne sont pas classés dans une autre catégorie.

5.2 - CONDITIONS DE CLASSEMENT

Aucune condition n'est exigée pour classer les titres dans cette catégorie.

5.3 - METHODE DE COMPTABILISATION ET D'EVALUATION

5.3.1 - VALEUR D'ENTREE DANS LE PATRIMOINE

Les titres de placement sont enregistrés à leur prix d'acquisition, frais inclus, coupon couru inclus.

Les titres en provenance des catégories « Titres de l'activité de portefeuille » et « Titres de participation et parts dans les entreprises liées » font l'objet, à la date du transfert et préalablement à celui-ci, d'une évaluation selon les règles de la catégorie d'origine. Ils sont transférés dans la catégorie « titres de placement » à cette valeur comptable.

Dans le cas où le titre proviendrait de la catégorie « Titres d'investissement », il sera évalué à sa valeur nette comptable déterminée à la date du reclassement.

5.3.2 - ETALEMENT DE LA PRIME OU DE LA DECOTE

Lorsque le prix d'acquisition est supérieur au prix de remboursement des titres de créances, la différence (prime) est amortie sur la durée de vie résiduelle des titres. La différence est portée en charges sur la durée de vie résiduelle des titres.

Lorsque le prix d'acquisition des titres de créance est inférieur à leur prix de remboursement, la différence (décote) est portée en produits sur la durée de vie résiduelle des titres.

L'étalement des primes et décotes est effectué par la méthode actuarielle.

5.3.3 - EVALUATION AUX DATES D'ARRETES COMPTABLES

Les titres sont évalués à chaque arrêté comptable par référence au prix du marché tel que défini au paragraphe 4.3.2. Les moins-values font l'objet d'une provision pour dépréciation qui peut être appréciée par ensembles homogènes de titres, sans compensation avec les plus-values constatées sur les autres catégories de titres. Les plus-values ne peuvent être constatées en produits.

Peuvent être regroupés dans un même ensemble homogène :

- les titres à revenu fixe qui présentent de façon stable, sur une période raisonnable, une sensibilité aux variations de taux d'intérêt à peu près équivalente, en valeur absolue, à celle des autres titres du même ensemble ;
- les titres à revenu variable qui confèrent les mêmes droits.

6 - DISPOSITIONS APPLICABLES AUX TITRES D'INVESTISSEMENT

6.1 - DEFINITION

Les titres d'investissement sont des titres de créance assortis d'une échéance fixée qui sont acquis ou qui proviennent de la catégorie « Titres de placement », avec l'intention manifeste de les détenir jusqu'à leur échéance.

6.2 - CONDITIONS DE CLASSEMENT

Seuls les titres de créance dont le prix de remboursement est fixé et comportant une échéance contractuelle, même prorogeable, peuvent figurer parmi les titres d'investissement.

L'établissement de crédit qui classe des titres dans la catégorie « Titres d'investissement » doit avoir la capacité de les détenir jusqu'à l'échéance, en disposant notamment de la capacité nécessaire pour continuer à détenir ces titres jusqu'à leur échéance, et en n'étant soumis à aucune contrainte existante juridique ou autre qui pourrait remettre en cause son intention de détenir les titres d'investissement jusqu'à leur échéance.

L'établissement de crédit doit évaluer son intention et sa capacité à conserver, jusqu'à la date d'échéance, ses titres classés dans la catégorie « Titres d'investissements », non seulement lors de la comptabilisation initiale de ces actifs financiers, mais également à chaque arrêté comptable.

6.3 - METHODES DE COMPTABILISATION ET D'EVALUATION

6.3.1 - VALEUR D'ENTREE DANS LE PATRIMOINE

Les titres sont enregistrés à leur prix d'acquisition, frais inclus et coupon couru inclus.

Les titres en provenance du portefeuille de placement sont inscrits à leur prix d'acquisition et les provisions correspondantes, antérieurement constituées, sont transférées au compte « Provision pour dépréciation des titres d'investissement » puis reprises de manière échelonnée sur la durée résiduelle des titres.

Dans le cas où la valeur de marché des titres en provenance de la catégorie « Titres de placement » est inférieure à leur valeur comptable nette, une provision est constituée le jour du transfert et inscrite au compte « Provision pour dépréciation des titres d'investissement », puis reprise de manière échelonnée sur la durée résiduelle des titres.

6.3.2 - ETALEMENT DE LA PRIME OU DE LA DECOTE

Lorsque la valeur comptable des titres est supérieure à leur valeur de remboursement (prime), la différence doit être constatée en charges prorata temporis sur la durée de vie résiduelle du titre.

Dans le cas où la valeur comptable est inférieure à la valeur de remboursement (décote), la différence doit être constatée en produits prorata temporis sur la durée de vie résiduelle du titre.

L'étalement de ces différences est effectué par la méthode actuarielle.

6.3.3 - EVALUATION AUX DATES D'ARRETES COMPTABLES

Lors de chaque arrêté comptable, les moins-values latentes ne font pas l'objet de provisions et les plus-values latentes ne sont pas constatées. Néanmoins, une dépréciation est nécessaire s'il existe un risque probable de défaillance de l'émetteur.

7 - DISPOSITIONS APPLICABLES AUX TITRES DE PARTICIPATION ET EMPLOIS ASSIMILES

7.1 - DEFINITIONS

7.1.1 - TITRES DE PARTICIPATION

Constituent des titres de participation, les titres dont la possession durable est estimée utile à l'activité de l'établissement de crédit et qui sont représentatifs d'une fraction de capital, détenue directement ou indirectement, au moins égale à 10 % d'une autre société, à l'exception des participations détenues dans les entreprises liées et les titres relevant de l'activité de portefeuille.

7.1.2 - PARTICIPATIONS DANS LES ENTREPRISES LIEES

Constituent des participations dans les entreprises liées, les titres détenus dans des entreprises contrôlées de manière exclusive, incluses ou susceptibles d'être incluses par intégration globale dans un même ensemble consolidable.

7.1.3 - TITRES DE L'ACTIVITE DE PORTEFEUILLE

Constituent des titres de l'activité de portefeuille, les titres de propriété détenus avec un objectif de rentabilité satisfaisante, sur une longue durée sans intervention dans la gestion de la société émettrice.

Certains titres de créance, telles que les obligations convertibles en actions et les obligations remboursables en actions, peuvent être classés dans cette catégorie s'ils ont été acquis, à l'origine, avec l'intention de les convertir en actions et de détenir celles-ci dans le cadre d'une activité de portefeuille.

7.1.4 - AUTRES TITRES IMMOBILISES

Les autres titres immobilisés sont des titres représentant une fraction de capital inférieure à 10 % d'une autre société et dont la possession durable est estimée utile à l'activité de l'établissement de crédit.

7.2 - METHODE DE COMPTABILISATION ET D'EVALUATION

Les titres de participation et emplois assimilés sont comptabilisés et évalués suivant les méthodes d'évaluation énoncées dans le chapitre 1 « Dispositions générales ».

8 - DISPOSITIONS APPLICABLES AUX INTERVENTIONS A L'EMISSION

8.1 - ENGAGEMENT DE SOUSCRIPTION OU DE PLACEMENT

Un engagement de souscription ou de placement est un engagement irrévocable, pris vis-à-vis d'un émetteur de titres, de prendre tout ou partie des titres qu'il envisage d'émettre, pour son propre compte ou dans le but de les replacer auprès de sa clientèle, d'investisseurs, de sociétés de Bourse ou d'autres intermédiaires.

Cet engagement est enregistré dans le compte de hors bilan « Titres à recevoir - Marché primaire » pour le prix d'émission des titres que l'établissement de crédit s'est engagé à placer et ce, jusqu'à la date de règlement et de livraison. Les adjudications d'obligations ou de bons du Trésor sont comptabilisées pour leur prix de transaction.

Lorsque cet engagement ne comporte pas de garantie de placement mais uniquement une obligation de moyens dite « *Best effort basis* », aucun enregistrement n'est effectué lors de cet engagement.

Les avances éventuellement consenties aux émetteurs sont comptabilisées parmi les crédits à la clientèle.

8.2 - SYNDICATS DE PLACEMENT OU DE GARANTIE

Lorsqu'un syndicat de placement ou de garantie, comprenant des établissements de crédit est mis en place pour assurer la bonne fin du placement, chaque membre du syndicat enregistre uniquement la quote-part des titres qu'il s'est engagé à placer ou à garantir, conformément aux principes de comptabilisation des opérations consortiales figurant dans la section 1 « Règles comptables et d'évaluation particulières ».

8.3 - COMPTABILISATION DES EMISSIONS

8.3.1 - PRE-MARCHE GRIS

Le pré-marché gris est constitué par les transactions qui interviennent avant la date de lancement de l'émission, sous forme d'achats ou de ventes fermes ou sous forme d'options. Ces opérations sont assimilées à des opérations sur produits dérivés et sont comptabilisées conformément aux dispositions de la section 5 « Opérations sur produits dérivés ».

8.3.2 - MARCHE PRIMAIRE

Les transactions effectuées, par le moyen de prises fermes auprès de l'émetteur, entre membres du syndicat et des sous-participants lors de l'émission sont réputées être effectuées sur le marché primaire. Elles sont enregistrées dans le compte de hors bilan « Titres à recevoir - Marché primaire ».

8.3.3 - DATES DE LANCEMENT ET DE FIN DE L'EMISSION

La date de lancement est la date à laquelle commence la souscription et la date de fin d'émission est la date à laquelle prend fin l'émission. Ces deux dates sont annoncées dans la notice d'information ou tout document équivalent.

8.3.4 - PERIODE DE SOUSCRIPTION

Cette période couvre les deux dates précitées. Les titres placés auprès des clients et investisseurs sont enregistrés dans le compte de hors bilan « Titres à livrer - Marché primaire ». Ces enregistrements se font au prix de la transaction.

8.3.5 - MARCHE GRIS

Le marché gris s'étend entre la date de lancement de l'émission et la date d'introduction en bourse si le titre est coté ou la fin de l'émission si le titre n'est pas coté. Les transactions effectuées, durant cette période, entre membres du syndicat et professionnels du titre sont réputées être effectuées sur le marché gris. Elles sont comptabilisées, au prix de transaction, dans les comptes de hors bilan « Titres à recevoir - Marché gris » ou « Titres à livrer - Marché gris ».

8.3.6 - DATE DE REGLEMENT

La date de règlement est la date à laquelle intervient le règlement des souscripteurs et celui de l'émetteur. L'établissement de crédit encaisse le prix de vente des titres et règle à l'émetteur le prix convenu, déduction faite des commissions.

8.3.7 - INTRODUCTION EN BOURSE

La date d'introduction en bourse est celle à laquelle le titre est introduit en Bourse. Dès son introduction en Bourse, les transactions effectuées sont réputées être effectuées sur un marché réglementé. Si le titre n'est pas coté en Bourse, les transactions sont réputées être effectuées sur un marché de gré à gré ou marché secondaire.

8.4 - COMPTABILISATION DES RESULTATS

Les commissions sont comptabilisées dans un compte de résultat approprié, suivant le principe général applicable aux commissions, c'est-à-dire à la date à laquelle elles sont acquises. Ainsi :

- les commissions de chef de file et de co-chefs de file, les commissions de garantie et la rémunération de la banque conseil, acquises dès le lancement de l'émission, sont comptabilisées à ce moment là ;
- les commissions de placement sont comptabilisées à la fin de l'émission ou lorsqu'il existe une forte probabilité que tous les titres seront placés au prix convenu, au fur et à mesure des placements effectifs.

Les opérations sur le pré-marché gris ou le marché gris effectuées dans un but de transaction sont évaluées au prix de marché, si les titres sont négociés sur un marché dont la liquidité peut être considérée comme assurée. Les gains ou les pertes sont constatés en résultat, au plus tard, à chaque arrêté comptable.

Les titres acquis dans une autre optique ne sont pas évalués au prix de marché, mais doivent, lors des arrêts comptables, faire l'objet d'une provision pour pertes et charges pour la perte probable des titres non replacés ou pour la perte certaine des titres placés à perte.

8.5 - TITRES NON PLACES

Les Titres non placés, ou « Colle », sont transférés dans les postes « Titres de transaction », « Titres de placement » ou « Titres d'investissement », selon l'intention, au plus tard :

- à la date d'introduction en bourse si le titre est coté ;
- à l'expiration d'un délai de trente jours après la clôture de l'émission si le titre n'est pas coté ;
- à la dissolution du syndicat ou dans un délai de trois mois, après la fin de l'émission, s'il a été constitué un syndicat d'émission.